

**DEPARTEMENT DE LA
CHARENTE MARITIME**

**ARRONDISSEMENT
DE ROCHFORT**

CANTON DE ROYAN

COMMUNE DE ROYAN

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

N° 09.188

L'An deux Mille Neuf, le 23 décembre à 18 h 30, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie, en séance publique, sous la présidence de Monsieur Didier QUENTIN, Député-Maire.

DATE DE LA CONVOCATION

Le 7 décembre 2009

DATE D'AFFICHAGE

Le 7 décembre 2009

ETAIENT PRESENTS : M. QUENTIN, M. LE GUEUT, Mme PELTIER, M. GIRAUD, Mme LECOMTE, M. DENIS, Mme CROUÉ, M. BESSON, Mme CHABANEAU, M. LABIA, adjoints,

Mme BARRAUD DUCHÉRON, Mme BOURDEAU, M. CAU, M. CHABASSE, Mme CIRAUD-LANOUE, M. COASSIN, M. COEURET, Mme DOUMECQ, Mme DUMAS, M. FILOCHE, Mme GRAMMATICO, M. GONZALEZ, M. GUIARD, Mme LEFEBVRE, M. MERLE, Mme MONNEREAU, Mme PELLET, M. POTENNEC, M. PRUDENCIO, Mme WILLMANN, conseillers municipaux.

ETAIENT REPRESENTES :

Mme FAUQUET-MOLL représentée par M. FILOCHE
M. RICH représenté par Mme CROUÉ
M. STOFFAËS représenté par M. LABIA

ETAIENT ABSENTS-EXCUSES : néant

Nombre de conseillers en exercice : 33
Nombre de présents : 30
Nombre de votants : 33

Madame DOUMECQ a été élue Secrétaire de Séance.

OBJET : **CONTRAT DE LOCATION D'UN LOGEMENT A L'AERODROME DE ROYAN-MEDIS A MONSIEUR ANTHONY LADOUCE**

RAPPORTEUR : Mme BARRAUD DUCHERON

VOTE : UNANIMITE

Il vous est proposé d'autoriser Monsieur le Député-Maire à signer un contrat de location pour l'attribution d'un logement à l'Aérodrome de Royan-Médis à Monsieur Anthony LADOUCE, à compter du 1^{er} janvier 2010.

Le montant du loyer s'élève à 300,00 €par mois.

LE CONSEIL MUNICIPAL

- OUI l'exposé du rapporteur,
- VU le projet de contrat,
- APRES en avoir délibéré,

DECIDE

- d'autoriser Monsieur le Député-Maire à signer le contrat de location pour l'attribution du logement sis à l'aérodrome de Royan-Médis à Monsieur Anthony LADOUCE, à compter du 1^{er} janvier 2010. Le montant du loyer s'élève à 300,00 €par mois.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits,
Ont signé au Registre les Membres présents,

Pour extrait conforme,
Certifié exécutoire
Compte tenu de l'accomplissement
des formalités légales
le 29 décembre 2009

Pour le Député-Maire,
L'adjoint délégué,
Bernard GIRAUD



**CONTRAT DE LOCATION
D'UN LOGEMENT SIS
AERODROME DE ROYAN-MEDIS
A MR LADOUCE Anthony**

ENTRE

- **la Ville de ROYAN**, représentée par son Député-Maire en exercice, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du Conseil Municipal en date du 23 décembre 2009, exécutoire le 29 décembre 2009

désignée aux présentes sous la dénomination « le bailleur »

d'une part ;

ET

- **Monsieur LADOUCE Anthony**
Né le 26 août 1980 à Rochefort
Domicilié Restaurant l'Escale, aérodrome de Royan-Médis

d'autre part ;

Il a tout d'abord été exposé ce qui suit :

La Ville de Royan est propriétaire d'un ensemble immobilier situé Route de Royan, 17600 MEDIS, édifié dans le cadre des équipements nécessaires au fonctionnement de l'aérodrome de ROYAN-MEDIS.

Un des logements compris dans cet ensemble se trouve actuellement vacant . Le service public assuré par la Ville à l'aérodrome ne nécessite pas, dans un proche avenir, l'utilisation de ce logement.

Ceci exposé, il a été convenu ce qui suit :

Le bailleur loue, aux clauses et conditions ci-dessous énoncées, au locataire qui accepte les lieux ci-après désignés.

DESIGNATION DES LIEUX

Désignation des locaux et équipements privés :

Logement de type F4, avec jardin privatif, comprenant :

- au rez de chaussée : un garage, une chaufferie-cellier, une pièce
- au 1^{er} étage : une cuisine, une salle de séjour, deux chambres, une salle de bains , un W.C.

Enumération des parties et équipements communs :

Néant.

TITRE I : CHARGES ET CONDITIONS PARTICULIERES

Article 1 : Destination des lieux.

Les présents locaux sont loués à usage exclusif d'habitation principale.

Article 2 : Durée

Le présent contrat prend effet à compter du 1^{er} janvier 2010. La location est faite au mois, et se continue sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée, dans les conditions énoncées aux articles suivants :

ARTICLE 3 : Congé donné par le bailleur

Compte tenu de la situation du logement, implanté dans un équipement à vocation de service public, le bailleur se réserve le droit de résilier sans indemnité le présent contrat de location à tout moment, en respectant un délai de préavis de six mois.

ARTICLE 4 : Congé donné par le locataire

Le présent bail pourra être résilié par le locataire à tout moment, en respectant un délai de préavis de trois mois. Toutefois, soit en cas de mutation ou de perte d'emploi, soit si le locataire, âgé de plus de soixante ans, justifie le changement de domicile par son état de santé, le préavis est réduit à un mois.

ARTICLE 5 : Loyer

Le loyer mensuel est fixé à la somme **TROIS CENT EUROS** payable par prélèvement opéré par le Trésor Public le 15 de chaque mois sur le compte bancaire dont les coordonnées ont été communiquées par le locataire..

ARTICLE 7 : Charges et prestations récupérables

Sans objet.

ARTICLE 8 : Révision du loyer

Le loyer ci-dessus sera révisé le premier janvier de chaque année selon la variation du coût de l'indice de Référence des Loyers (IRL) publié à l'INSEE.

L'indice de référence sera celui du 3^{ème} trimestre 2009, dont la valeur est de 117,41 dernier indice connu à la date de prise d'effet du présent bail, et l'indice du même trimestre chaque année.

ARTICLE 9 : Dépôt de garantie

A la signature des présentes, le locataire a versé au bailleur, qui le reconnaît, la somme de TROIS CENT EUROS représentant un mois de loyer en principal affectée à garantir l'exécution de ses obligations locatives. Le dépôt de garantie ne pourra, sous aucun prétexte, être affecté au paiement des derniers mois de loyer et charges. Le dépôt de garantie n'est pas révisable..

TITRE II : CHARGES ET CONDITIONS GENERALES

ARTICLE 10 : Etat des lieux et travaux

1. Sauf stipulation contraire, le bailleur délivrera le logement en bon état d'usage et de réparation et les équipements mentionnés au bail en bon état de fonctionnement.
2. Un état des lieux, établi contradictoirement par les parties est joint au bail.
3. Le locataire prend à sa charge l'entretien courant du logement, des équipements mentionnés au contrat et les menues réparations ainsi que l'ensemble des réparations locatives ;
Le bailleur maintiendra les locaux en état et y fera les réparations – autres que locatives – nécessaires à cet effet.
4. Le locataire subira tous travaux d'entretien ou d'amélioration dans les lieux loués et dans les autres parties de l'immeuble. Il laissera le bailleur ou son mandataire visiter les lieux loués chaque fois qu'il sera nécessaire pour l'entretien, les réparations ou la sécurité de l'immeuble.
Il avisera le bailleur, sans délai, de toutes dégradations constatées dans les lieux loués et justifiant des réparations à la charge du bailleur. A défaut, il ne pourra réclamer aucune indemnité pour le préjudice résultant pour lui de la prolongation du dommage au delà de la date où il en a avisé le bailleur.
5. Le locataire ne transformera pas les locaux, jardins et équipements loués sans l'accord écrit et préalable du bailleur. A défaut, le bailleur peut exiger du locataire, à son départ des lieux, leur remise en l'état ou conserver les transformations effectuées sans que le locataire puisse réclamer une indemnisation des frais engagés. Le bailleur a toutefois la faculté d'exiger aux frais du locataire la remise immédiate des lieux en l'état lorsque les transformations mettent en péril le bon fonctionnement des équipements ou la sécurité du local. S'il autorise la transformation demandée, le bailleur pourra exiger que les travaux soient exécutés sous la surveillance de son architecte dont les honoraires seront supportés par le locataire.
6. Le locataire devra faire ramoner les conduits de fumée pouvant exister dans les lieux loués chaque fois qu'il sera nécessaire et en tout cas suivant les prescriptions administratives. Il souscrira un contrat d'entretien auprès d'une entreprise spécialisée pour faire entretenir, au moins une fois par an, la chaudière du chauffage central et le ou les chauffe-eau, chauffe-

bains installés dans le logement, les tuyaux d'évacuation et les prises d'air et en justifiera à toute réquisition du bailleur. Il ne pourra faire installer aucun appareil de chauffage à combustion lente, ni d'appareil de chauffage au mazout ou au gaz, sans avoir mis, à ses frais, les cheminées et conduits en conformité avec la réglementation et ce, sous la direction de l'architecte du bailleur dont les honoraires seront à la charge du locataire.

Article 11 : Jouissance des lieux

1. Le locataire usera paisiblement des locaux loués suivant la destination qui leur a été donnée par le bail, et répondra des dégradations et pertes qui surviennent pendant la durée du contrat dans les locaux dont il a la jouissance exclusive.
2. Le locataire tiendra, pendant la durée du bail, les lieux constamment garnis de meubles et objets mobiliers en quantité suffisante pour garantir le paiement des loyers et charges, et l'exécution de ses obligations.
3. Le locataire utilisera les lieux loués uniquement pour son habitation principale. Il n'y exercera aucune profession libérale artisanale, commerciale ou industrielle.
4. Il s'assurera contre l'incendie, les dégâts des eaux, les risques électriques, le recours des voisins, les explosions de toute nature et pour l'animal familier dont il peut être responsable, et plus généralement contre tous les risques dont il doit répondre en sa qualité de locataire. Il en justifiera à la signature des présentes, puis chaque année à la demande du bailleur.
5. Le locataire ne commettra aucun abus de jouissance susceptible soit de nuire à la solidité ou à la bonne tenue de l'immeuble, soit d'engager la responsabilité du bailleur envers les autres occupants de l'immeuble ou envers le voisinage. En particulier, il ne pourra déposer aucun objet sur les appuis de fenêtre, balcons et ouvertures quelconque sur rue et sur cour, ni y étendre aucun linge ou tapis. Il devra éviter tout bruit de nature à gêner les voisins, notamment ceux émis par les appareils de radio, télévision et autres.
6. Les équipements électro-ménagers, s'il en existe, sont mis à la disposition du locataire à titre gratuit, et sans garantie du bailleur.
7. Le locataire devra satisfaire, à ses frais, à toutes les charges et conditions d'hygiène, de ville, de police, ainsi qu'aux règlements de salubrité et d'hygiène. Il acquittera exactement sa taxe d'habitation ainsi que toutes taxes assimilées ou substituées. En cas de départ, il justifiera au bailleur de ce paiement, effectué au besoin par anticipation, au plus tard lors de la restitution des clés.
8. Le locataire assurera la protection contre le gel de toutes canalisations et appareils à compteur réservés à son usage personnel dans les lieux loués. Il sera tenu pour responsable des dégâts qui surviendraient du fait de sa négligence.
9. Le locataire ne pourra exercer aucun recours contre le bailleur en cas de vol et déprédations dans les lieux loués.
10. En cas d'installation ou de modification d'une antenne collective de télévision dans l'immeuble, après l'entrée dans les lieux, le locataire devra se raccorder sur celle-ci en s'interdisant l'usage de toute antenne individuelle extérieure, et ce moyennant paiement d'une quote-part des frais d'installation de ladite antenne. Il devra en outre participer aux frais d'entretien, de réparation et de remplacement de cette antenne.
11. En cas de mise en vente de l'immeuble ou de l'appartement, le locataire laissera visiter les lieux loués deux jours ouvrables par semaine qui lui seront précisés par le bailleur et pendant deux heures par jour. Il devra également, les mêmes jours et heures, laisser visiter les lieux en cas de cessation du bail, pendant les trois mois qui précéderont son échéance.
12. Le locataire devra se conformer au règlement intérieur de l'immeuble et au règlement de copropriété qui lui a été communiqué.
13. Toute cession du présent bail, toute sous-location, totale ou partielle, sont rigoureusement interdites.

Le locataire ne pourra laisser la disposition des lieux, même gratuitement et par prêt, à aucune personne étrangère à son foyer.

ARTICLE 12 : Résiliation de plein droit

A défaut soit de paiement, aux termes convenus, de tout ou partie du loyer, des charges ou du dépôt de garantie, soit de souscription d'assurance par le locataire, le présent bail sera résilié de plein droit.

Cette résiliation produira effet un mois après un commandement demeuré infructueux en cas de défaut d'assurance et deux mois après en cas de défaut de paiement.

A peine de nullité, le commandement reproduit en cas de non-paiement les dispositions des quatre premiers alinéas de l'article 24 de la loi du 6 juillet 1989, et en cas de défaut d'assurance les deux alinéas de l'article 7g de la loi précitée.

ARTICLE 13 : Clause pénale

En cas de non-paiement - à son échéance - de toute somme due, et après mise en demeure signifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par acte d'huissier, le locataire deviendra débiteur de tous les frais exposés par le bailleur pour recouvrer les sommes qui lui sont dûes y compris la totalité du droit proportionnel de l'huissier de justice.

ARTICLE 14 : Clause particulière

Le locataire a été informé à la signature du présent contrat de l'éventualité d'une reprise par le bailleur d'une partie de la surface du jardin situé sur l'arrière du logement.

Caution

Il n'est pas exigé de caution.

Election de domicile

Pour l'exécution des présentes, le bailleur fait élection de domicile à l'Hôtel de Ville de Royan, et le locataire dans les lieux loués.

L'occupant

Fait à ROYAN, le 31 décembre 2009
Le Député-Maire
Didier QUENTIN

Certifié exécutoire
En vertu de l'article L.2131-3
du Code Général des Collectivités Territoriales
le 31 décembre 2009